



Rapport d'activité

2012



Les activités de recherche-développement au sein de Sandvik, un groupe d'ingénierie suédois spécialisé dans les hautes technologies, contribuent au renforcement de l'avance technologique et industrielle de l'Europe. La BEI soutient l'innovation en tant que vecteur d'une compétitivité et d'une croissance durables en Europe. En 2012, elle a investi quelque 9 milliards d'EUR dans l'économie de la connaissance.



Table des matières

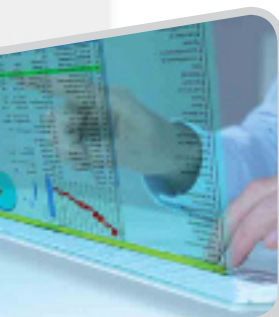
- 2** Chiffres clés de 2012
- 4** Avant-propos du président
- 6** Libération du potentiel de croissance de l'Europe
 - 8** Promotion de l'innovation à destination de la croissance intelligente
 - 10** Construction d'une Europe interconnectée
 - 12** Dynamisation de la reprise économique
 - 14** Action en faveur des petites et moyennes entreprises
- 16** Soutien à la cohésion économique et sociale
 - 17** Coup de pouce aux régions économiquement défavorisées
 - 18** Des produits taillés sur mesure pour l'utilisation des Fonds structurels
 - 19** Adaptation aux circonstances exceptionnelles
 - 20** Assistance aux régions défavorisées
- 22** Préservation de l'environnement par le financement de l'action pour le climat
 - 23** Des moyens financiers pour réduire les émissions
 - 24** Une meilleure résistance aux phénomènes climatiques
 - 25** Des fonds et des initiatives spécialisés
 - 26** Des ressources pour aider les villes à passer au vert
- 29** Promotion d'une croissance durable au-delà des frontières de l'UE
- 32** Un partenaire financier solide
- 33** Le premier emprunteur supranational au monde
- 34** La gouvernance de la BEI

Chiffres clés de 2012

Au total, **52 milliards d'EUR** ont été prêtés pour financer la croissance et l'emploi au sein de l'UE et au-delà de ses frontières

400 projets ont été financés dans plus de 60 pays

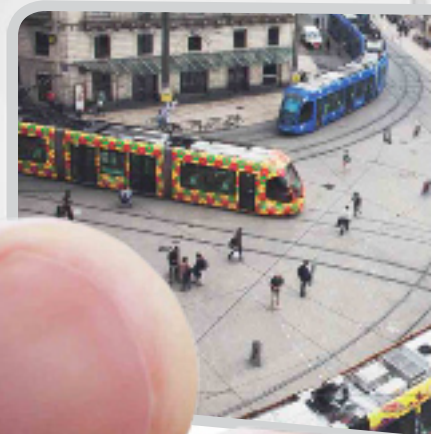
Quelque **9 milliards d'EUR** ont été investis dans l'innovation



Les financements en faveur des régions de l'UE les plus durement touchées par la crise économique et financière ont atteint **15 milliards d'EUR**



200 000 petites et moyennes entreprises ont reçu des financements du Groupe BEI pour un montant total de **13 milliards d'EUR**



L'augmentation de capital de **10 milliards d'EUR** approuvée
permettra de prêter, entre 2013 et 2015, 60 milliards d'EUR
supplémentaires en faveur
de projets réalisés dans l'UE



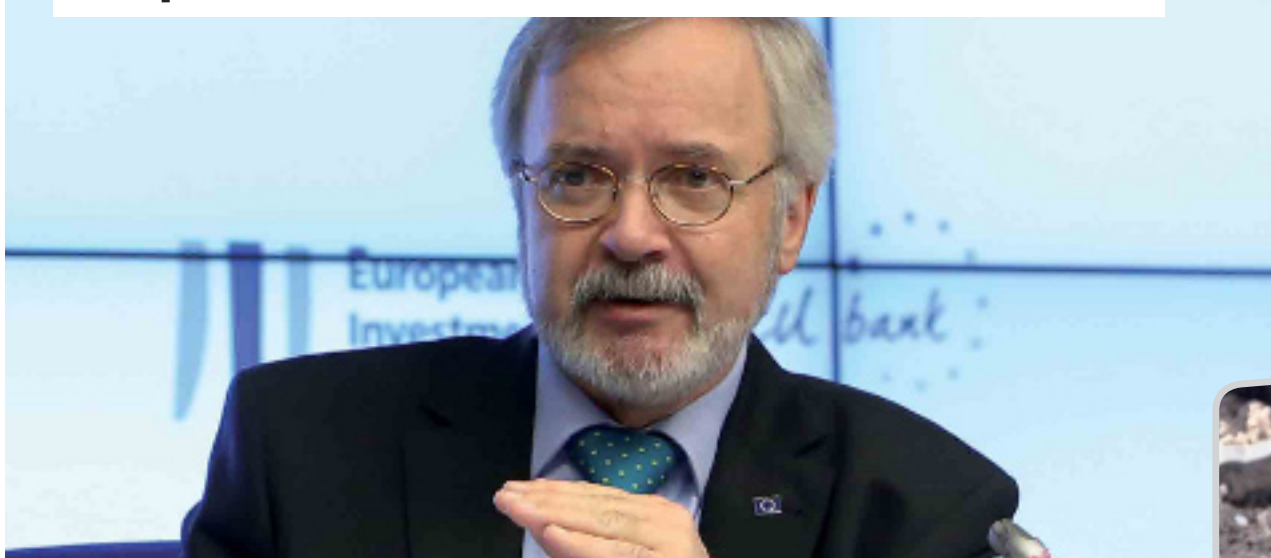
Près de 7 milliards d'EUR
ont été prêtés à l'appui des
réseaux de transport et d'énergie
qui relient les Européens



Les prêts relevant de l'action
pour le climat se sont montés
à 13 milliards d'EUR



Avant-propos du président



L'Union européenne est confrontée à une conjoncture économique difficile et à un chômage en hausse, avec des conséquences dramatiques pour la société en général et les jeunes en particulier. Des circonstances exceptionnelles exigent, de toute évidence, des mesures exceptionnelles et une réponse cohérente à l'échelle européenne pour surmonter la crise.

En sa qualité de banque de l'UE, la BEI a un rôle crucial à jouer pour garantir la mise en œuvre d'investissements en faveur de projets porteurs de croissance et d'emploi. C'est la raison pour laquelle je suis particulièrement fier qu'au cours de ma première année à la présidence de la Banque, nos actionnaires – les États membres de l'UE – aient pris cette décision historique de pratiquement doubler le capital versé de la BEI moyennant une augmentation de 10 milliards d'EUR. Nous sommes à présent prêts à porter le volume de nos prêts à 200 milliards d'EUR au cours des trois années à venir, c'est-à-dire jusqu'en 2015.

Nous avons convenu avec les États membres de l'UE de concentrer nos opérations de prêt en Europe sur l'innovation et les compétences, les prêts aux PME, l'utilisation efficace des ressources (notamment des énergies propres) et les infrastruc-

tures stratégiques, qui viennent appuyer notre objectif global de croissance durable. Dans certains domaines, l'accès aux financements est des plus difficiles et l'intervention de la BEI aura pour effet de débloquer des financements supplémentaires du secteur privé qui optimiseront la croissance et la création d'emplois. De plus, en combinant les prêts de la BEI avec les ressources budgétaires de l'UE, nous pouvons encore gagner en efficacité sur le plan des résultats.

La BEI répond, et continuera à répondre, aux besoins spécifiques des régions les plus lourdement touchées par la crise. De fait, très souvent, notre Banque sera le seul bailleur de fonds capable de remplir cette mission à grande échelle.

En 2012, elle a mené à bien le Plan d'activité convenu et financé quelque 400 projets dans plus de 60 pays pour un montant de 52 milliards d'EUR. Notre ambition étant de faire « plus et mieux » pour la croissance et la création d'emplois au sein de l'UE, nous allons accorder encore plus d'attention qu'auparavant à la qualité des projets que nous finançons. Nous avons par conséquent introduit des systèmes de mesure renforcés qui nous donneront un meilleur éclairage sur les résultats des projets que nous appuyons.



En tant que banque de l'UE,
la BEI a un rôle crucial à jouer
pour garantir la mise en œuvre
d'investissements en faveur
de projets porteurs de croissance
et d'emploi.

Nos services de conseil, qui aident les États membres de l'UE à élaborer et à mettre en œuvre des projets d'investissement solides, se révèlent essentiels pour renforcer la capacité des projets à pouvoir prétendre à un financement de la BEI ou à une aide des Fonds structurels de l'UE.

Les activités de financement de la Banque sont complétées par les instruments spécifiques proposés par le Fonds européen d'investissement (FEI), qui est spécialisé dans la fourniture de produits de capital-risque au profit des PME et des jeunes entreprises ainsi que dans la microfinance. Des efforts particuliers ont été entrepris pour réaliser davantage d'interventions conjointes, notamment en combinant des garanties du FEI et des prêts de la BEI pour les PME.

À l'extérieur de l'UE, notre Banque a continué à financer des projets à hauteur de 7,4 milliards d'EUR pour soutenir la réalisation des objectifs de la politique étrangère de l'Union européenne. Les pays préadhésion et nos voisins de l'Est et du Sud demeurent l'une de nos principales priorités. Mais la BEI, qui est également l'institution de financement de l'Union européenne, intervient dans le monde entier pour participer au modelage du processus de mondialisation du 21^e siècle.

La solidité financière de la BEI se reflète dans son triple « A » et lui a permis, en 2012, d'emprunter 71 milliards d'EUR sur les marchés internationaux des capitaux. Il faut y voir un facteur d'encouragement important puisqu'il s'agit là d'argent destiné à être injecté dans l'économie réelle. C'est également une marque de confiance évidente envers la BEI et l'UE en général.

En tant que banque de l'UE, la BEI va se concentrer en 2013 sur son rôle anticyclique et se comportera comme un partenaire fiable pour la réalisation de projets viables dans l'ensemble de l'UE et au-delà de ses frontières. Les initiatives que nous finançons influent véritablement sur la vie des gens, que ce soit en sauvant des emplois au sein de centaines de milliers de petites entreprises, en assurant la poursuite d'importants projets d'infrastructure vecteurs de croissance dans les régions les plus touchées par la crise ou en maintenant un appui en faveur de l'innovation de pointe et des énergies propres, tous ces éléments aidant l'Europe à conserver son avance concurrentielle à l'échelle mondiale.

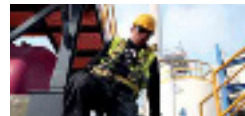
Werner Hoyer



Libération du potentiel de croissance de l'Europe

Plaçant la finance au service de l'économie réelle, la BEI a signé des contrats de prêt pour un montant de 52 milliards d'EUR en 2012, l'accent étant mis sur les projets qui stimulent le mieux la croissance et la création d'emplois.

Le rôle de la Banque, qui consiste à soutenir les investissements à long terme afin de favoriser la croissance en Europe et au-delà, revêt encore plus d'importance à la lumière des défis économiques actuels. Forte de son savoir-faire financier et technique, la BEI contribue à renforcer les financements dans les régions qui en ont besoin, notamment les régions européennes défavorisées économiquement et les pays périphériques. En outre, elle agit comme un catalyseur d'investissements privés et publics, en se portant garante de la qualité des projets et en attirant d'autres bailleurs de fonds. Elle garantit de la sorte la disponibilité de financements en faveur de secteurs qui sont des moteurs essentiels de la croissance : l'innovation et les compétences, les infrastructures stratégiques, les PME et l'action pour le climat, par exemple.



Une augmentation de capital pour accroître l'activité de prêt au sein de l'UE


La Banque est un acteur majeur du plan européen de relance économique depuis 2008, en prêtant des montants exceptionnels avant de revenir, comme prévu, à une activité de prêt plus limitée en 2012 pour préserver sa solidité financière et, donc, sa capacité d'emprunt à des taux intéressants sur les marchés de capitaux.

En 2012, les actionnaires de la BEI (les 27 États membres de l'UE) se sont accordés sur une augmentation de capital de 10 milliards d'EUR pour garantir la mise à disposition de 60 milliards d'EUR au maximum de financements supplémentaires destinés à soutenir l'économie réelle des États membres au cours de la période 2013-2015. Cette augmentation de capital permettra à la Banque de renforcer son soutien à des secteurs ayant éprouvé des difficultés à obtenir des financements. La BEI intensifiera également ses opérations de panachage de prêts avec des ressources de l'UE pour améliorer l'efficacité de ses interventions et optimiser leurs retombées sur la croissance et la création d'emplois.

En tant que banque de l'UE, la BEI s'attache à dynamiser la croissance et promouvoir l'emploi en Europe. Elle fait encore plus et mieux pour aider l'économie européenne à se remettre sur les rails.



Promotion de l'innovation à destination de la croissance intelligente



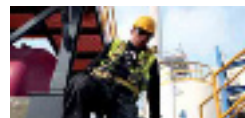
La BEI finance des recherches d'avant-garde, telles que celles menées dans le Grand collisionneur de hadrons sur le site du CERN à Genève. Elle a appuyé la construction de l'accélérateur de particules avec un prêt de 300 millions d'EUR, contribuant ainsi à une découverte majeure en 2012.

Il est crucial d'investir dans l'innovation étant donné la vulnérabilité particulière de ce secteur aux coupes budgétaires en période d'austérité. En 2012, la BEI a investi quelque 9 milliards d'EUR à l'appui de l'innovation et des compétences au sein de l'UE.

Accélération de l'innovation

La recherche-développement et l'innovation (RDI) sont essentielles pour améliorer la compétitivité de l'Europe. La Banque aide à financer la RDI à la fois en milieu universitaire et dans le secteur privé, tout en encourageant le transfert de connaissances entre les deux sphères.

En 2012, elle a entamé un examen de son offre de produits en vue d'étoffer son soutien aux investissements dans la RDI. Grâce à un sondage des marchés et à une étude sectorielle, la BEI devrait être en mesure de concevoir de nouveaux produits financiers destinés à remédier aux lacunes des marchés et aux déficiences structurelles, afin que les idées novatrices puissent se transformer en créneaux concrets d'activité.



L'économie numérique : l'une des clés de la croissance à long terme

Les technologies de l'information et de la communication (TIC) par l'internet sont des moteurs essentiels de la croissance : on estime que les réseaux haut débit auront contribué à créer environ 2,1 millions d'emplois supplémentaires dans l'UE entre 2006 et 2015. Il est nécessaire d'investir dans les infrastructures de télécommunications pour répondre au besoin croissant de données en Europe : du reste, il s'agit de l'un des grands objectifs de la Stratégie numérique européenne. L'internet ultrarapide, les réseaux de téléphonie mobile et l'informatique dématérialisée sont, par conséquent, des domaines prioritaires d'intervention de la Banque. En 2012, celle-ci a prêté 1,5 milliard d'EUR à l'appui d'investissements dans les technologies de l'information et de la communication dans le cadre de son activité de financement de l'innovation.

Coup d'accélérateur sur les investissements à forte valeur ajoutée

Les projets à haut risque et à forte valeur ajoutée dans les technologies prioritaires représentent un domaine d'investissement clé pour la BEI et le Fonds européen d'investissement (FEI), d'autant plus que la crise a eu pour effet de freiner la volonté des fonds privés de capital-risque de miser sur des

jeunes entreprises innovantes. En 2012, le FEI, qui est spécialisé dans le financement novateur des PME, a lancé l'instrument de partage des risques (IPR). Celui-ci vise à encourager les banques à accorder des prêts et des crédits-bails aux PME qui réalisent des projets de recherche-développement et d'innovation. À ce jour, sept opérations ont été signées à ce titre pour un montant total de 345 millions d'EUR.

Encouragement de la croissance intelligente

L'innovation requiert des compétences et un enseignement de grande qualité est un élément décisif pour les principales économies du XXI^e siècle. En 2012, la Banque a soutenu l'éducation et les compétences grâce à des prêts totalisant 1,5 milliard d'EUR.

La BEI se focalise sur les investissements qui améliorent la qualité de l'enseignement et promeuvent l'Espace européen de l'enseignement supérieur ainsi que l'Espace européen de la recherche. L'objectif global est de renforcer la cohérence et l'intégration des ressources de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique en Europe. L'engagement de la Banque consiste à soutenir financièrement des investissements dans des établissements scolaires et universitaires, des réformes qui ciblent la qualité et la compétitivité de l'enseignement supérieur et des initiatives de transfert de technologies qui encouragent l'innovation en rapprochant le milieu universitaire et le monde de l'entreprise.

Les technologies de l'information et de la communication (TIC) par l'internet sont des moteurs essentiels de la croissance : on estime que les réseaux haut débit auront contribué à créer environ 2,1 millions d'emplois supplémentaires dans l'UE entre 2006 et 2015. En 2012, la Banque a prêté 1,5 milliard d'EUR à l'appui d'investissements dans ce secteur.



Construction d'une Europe interconnectée

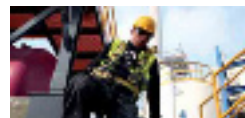


L'achèvement de la digue Maasvlakte 2 en 2012 : un pas de plus vers la fin des travaux d'agrandissement du port de Rotterdam. La BEI contribue à hauteur de 900 millions d'EUR à la réalisation de cette infrastructure emblématique.

Il est vital de disposer de liaisons stratégiques de transport pour améliorer et maintenir la compétitivité des entreprises européennes, tout en créant des emplois pour des millions d'Européens. En 2012, la BEI a prêté 6 milliards d'EUR à l'appui des grands réseaux de transport de l'UE.

La Banque est un partenaire naturel du financement d'investissements de grande ampleur dans les réseaux de transport eu égard à leur taille, à leur horizon à long terme et au défi financier qu'ils peuvent représenter pour les investisseurs publics régionaux et nationaux. Elle s'attache à financer des projets d'infrastructure précieux pour la société dans son ensemble et ses compétences permettent d'attirer des financements supplémentaires de la part d'autres investisseurs.

En 2012, la BEI a soutenu une trentaine de grands projets d'infrastructure dans le secteur des transports, qui ont contribué à relier une dizaine de pays au sein du réseau transeuropéen de transport (RTE-T) de l'UE. Les corridors transeuropéens de transport multiplient les possibilités d'échanges commerciaux tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'UE et stimulent la croissance économique. En outre, le secteur des transports est un employeur de premier plan puisqu'il procure un emploi sur 20 en Europe.



La Banque finance tous les modes de transport parallèlement, mais aussi des plateformes logistiques et des systèmes de transport intelligents. Ces opérations procurent des avantages tangibles à l'ensemble des entreprises et des citoyens, qui peuvent profiter d'un réseau de transport plus efficace, plus durable et plus performant.

Phase pilote de l'initiative « obligations de projet »

En 2012, la BEI et la Commission européenne ont lancé la phase pilote de l'initiative « obligations de projet » qui vise à dynamiser le financement de projets d'infrastructure clés en attirant des investisseurs institutionnels, tels que les fonds de pension et les compagnies d'assurance.

Les obligations de projet doivent permettre à des sociétés de projet d'émettre elles-mêmes de la dette notée valeur d'investissement. Un mécanisme de partage des risques mis au point par la Commission et la Banque permettra de rehausser la qualité de crédit d'obligations de premier rang jusqu'à un niveau suffisamment élevé de nature à attirer les investisseurs institutionnels. Les résultats escomptés sont une utilisation plus efficace des ressources budgétaires de l'UE et une mise en œuvre plus rapide de projets de valeur.

Au cours de la phase pilote, l'UE affectera une enveloppe budgétaire de 230 millions d'EUR sous la forme de garanties en faveur d'investissements dans les secteurs des transports, de l'énergie et des communications, l'objectif étant d'exercer un effet multiplicateur sur les contributions des marchés des capitaux. La BEI gère la phase pilote qui couvre la période 2012-2013, avant un éventuel déploiement complet de l'initiative à partir de 2014.

Des partenariats associant des fonds publics et privés peuvent également contribuer à combler les déficits de financement. Même si leur nombre a reculé durant la crise, les partenariats public-privé (PPP) continuent à jouer un rôle important dans les investissements, en particulier pour ce qui est des réseaux de transport. La Banque possède une vaste expérience et des connaissances approfondies en la matière et joue un rôle important au sein du Centre européen d'expertise en PPP (EPEC). Cette initiative conjointe de la BEI, de la Commission européenne, des États membres de l'UE et de pays candidats (au nombre de 35) permet à ses membres de tirer profit du partage de leur savoir-faire et de leurs meilleures pratiques en matière de PPP. En 2012, l'EPEC a formulé des conseils et des orientations sur des questions allant de l'accès internet à large bande à l'efficacité énergétique des bâtiments publics, en passant par le financement de PPP au moyen d'obligations de projet.

Apporter davantage de soutien et de conseils pratiques aux pouvoirs publics pour imaginer, concevoir en détail et soumettre des solutions de PPP, telle a également été l'une des principales recommandations énoncées dans un rapport publié en 2012 par le Centre de politique européenne, un forum de réflexion basé à Bruxelles, et rédigé en consultation avec la BEI et d'autres parties prenantes. Ce rapport souligne en outre que les dirigeants européens devront donner l'impulsion nécessaire pour que l'initiative « obligations de projet » s'intègre durablement à l'éventail des outils utilisés pour financer les besoins de l'Europe en matière d'infrastructures. Le rapport précise également que l'Europe devra surmonter un certain nombre d'obstacles si elle veut optimiser l'utilisation des investissements publics et privés.

La Banque finance le projet de train à grande vitesse vers la Bretagne avec un prêt de 850 millions d'EUR au total. Parmi ses grandes priorités, la BEI a pour ambition de stimuler les régions rurales et d'accroître l'accès aux réseaux transeuropéens.



Dynamisation de la reprise économique




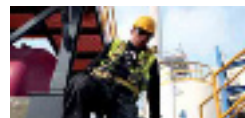
Par ses prêts en faveur du secteur européen de l'énergie, la Banque soutient la mise en place d'un système énergétique durable, compétitif et sûr qui répond aux besoins économiques, sociaux et environnementaux de la société.

En 2012, elle a prêté 4,5 milliards d'EUR à l'appui de projets relatifs à l'énergie au sein de l'UE.

La BEI joue un rôle de premier plan dans le financement des infrastructures énergétiques. Elle figure parmi les principaux bailleurs de fonds pour les investissements dans les réseaux européens de transport d'électricité. Ses interventions se concentrent principalement sur les liaisons énergétiques, les réseaux intelligents et la production d'énergie durable.

Sûreté de l'approvisionnement énergétique de l'Europe

Les investissements dans les réseaux, dont l'objet est de rénover ou d'étoffer les systèmes d'approvisionnement énergétique existants, contribuent à renforcer le marché intérieur. Le soutien apporté aux réseaux intelligents et à l'amélioration des solutions de stockage de l'énergie favorise également l'utilisation plus rationnelle de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables. Les financements en faveur des réseaux de distribution d'énergie, notamment des réseaux d'électricité et des infrastructures de transport de gaz naturel, ont représenté plus de 3,7 milliards d'EUR en 2012.



Le plus grand parc éolien au monde, situé au large des côtes britanniques, alimente 320 000 foyers. La BEI a participé au financement du câble de liaison de la centrale éolienne de Walney dans le cadre de son soutien au raccordement de sources d'énergie renouvelables au réseau électrique.

remplissent toutes les conditions requises pour l'installation future d'un dispositif de captage du CO₂ et permettent, de surcroît, de réduire d'au moins 20 % l'intensité en carbone de la production d'électricité.

Consultation sur l'activité de prêt de la BEI dans le secteur de l'énergie

En octobre 2012, la Banque a lancé une consultation publique sur sa politique de prêt dans le secteur de l'énergie. Les parties prenantes et les experts de ce secteur, ainsi que le grand public, ont été invités à participer à cette enquête, notamment en assistant à une réunion de consultation publique à Bruxelles en décembre. La BEI articule sa politique de prêt autour des objectifs des politiques générales de l'UE et vise à établir un équilibre entre la sûreté de l'approvisionnement énergétique, la compétitivité et l'action pour le climat. Elle prévoit d'adopter en 2013 une politique de prêt révisée pour le secteur de l'énergie.

Passage aux énergies durables

Les énergies renouvelables bénéficient de la grande majorité des prêts appuyant la production énergétique. En 2012, les financements de la BEI en faveur des énergies renouvelables ont atteint plus de 2 milliards d'EUR, tandis que la production de gaz n'a bénéficié que de 400 millions d'EUR. Aucun prêt n'a été conclu au profit de la production d'électricité à partir de charbon ou d'hydrocarbures.

La Banque a réduit ses opérations de prêt en faveur du secteur de la production d'hydrocarbures, qui représente moins de 1 % des prêts consentis par la BEI depuis 2005 dans le domaine de l'énergie. En ce qui concerne les raffineries, les interventions de la Banque se concentrent sur les projets de conversion ou relatifs à l'efficacité énergétique, à l'exclusion de toute augmentation de capacité. De même, les centrales électriques alimentées au charbon ou au lignite ne peuvent bénéficier d'un financement que si elles remplacent des centrales existantes, mettent en œuvre les meilleures techniques disponibles,



L'interconnexion électrique entre l'Irlande et la Grande-Bretagne a été inaugurée en 2012. Cette interconnexion « East-West » marque le lancement réussi d'un projet relevant du volet énergétique du Plan européen pour la relance économique de l'UE, appuyé par la BEI.

Appui aux petites et moyennes entreprises

Les PME, qui constituent l'épine dorsale de l'économie européenne, sont d'importantes pourvoyeuses d'emploi et contribuent largement au développement économique et à la cohésion sociale au sein de l'UE. En 2012, le Groupe BEI a alloué plus de 13 milliards d'EUR de financements à des PME et des entreprises de taille intermédiaire (ETI) situées dans l'Union.

Améliorer l'accès des PME aux financements est une priorité du Groupe BEI. Les PME représentent 99 % des entreprises et fournissent deux tiers de l'emploi du secteur privé en Europe. Bon nombre d'entre elles éprouvent des difficultés à obtenir des financements à des conditions acceptables. Le Groupe BEI collabore avec un large éventail d'intermédiaires financiers, notamment des banques partenaires locales, des fonds, des sociétés de crédit-bail et des institutions de microfinance, pour mettre des financements à la disposition des PME.

La BEI débloque des fonds pour les PME

En 2012, la Banque a signé 10,5 milliards d'EUR de prêts pour les PME par le biais d'intermédiaires dans l'UE. Ces intermédiaires rétrocèdent les fonds aux PME, en y ajoutant un montant équivalent puisé dans leurs propres ressources.

Ces dernières années, la BEI s'est attachée à faciliter l'accès des PME au crédit grâce à une plus grande souplesse et à des procédures simplifiées, avec également une exigence de transparence accrue imposée aux banques partenaires. De surcroît, elle élabore actuellement de nouvelles structures pour apporter des ressources supplémentaires aux PME situées dans des pays confrontés à un grave resserrement des liquidités, à l'instar de la Grèce. Dans le contexte des efforts particuliers qu'elle a consentis pour aider ce pays, la Banque a créé et mis en service en 2012 un fonds de garantie spécifique pour les PME.

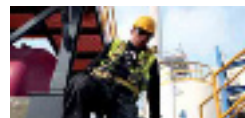
Une activité étendue aux entreprises de taille intermédiaire (ETI)

En 2012, après une période d'essai de deux ans, la BEI a inauguré sa formule de prêt intermédiaire pour les ETI, c'est-à-dire les entreprises qui emploient entre 250 et 3 000 personnes. À ce jour, elle a déjà signé des accords de prêt pour un montant total de 1,8 milliard d'EUR en faveur d'ETI dans l'UE.



Qu'elles fabriquent des équipements sportifs, des bagels, des articles de plomberie ou des conteneurs de déchets pour les collectivités locales, les petites entreprises jouent un rôle déterminant pour le maintien et la création d'emplois en Europe. En 2012, le Groupe BEI a soutenu quelque **200 000 PME** et ETI.





Appui ciblé du FEI en faveur des PME

Le FEI vise à faciliter l'accès des microentreprises et des PME européennes au crédit en assumant le risque lié à leur financement. Il soutient les entreprises dès leur démarrage et tout au long de leurs phases de développement en leur proposant des produits ciblés allant des investissements en fonds propres aux garanties, en passant par le microcrédit. Une des missions du FEI est de mobiliser des financements supplémentaires émanant d'autres acteurs du marché pour stimuler l'esprit d'entreprise et l'innovation. En 2012, il a mobilisé un montant total de 12,3 milliards d'EUR en engageant 2,6 milliards d'EUR de financements.

En 2012, le FEI a accordé 1,4 milliard de capitaux à risque en faveur de fonds de capital-risque et de fonds d'investissement pour la croissance, renforçant ainsi leur capacité à investir dans des PME. Dans ce contexte, il a collaboré avec de nouvelles contreparties dans le cadre du Fonds européen des investisseurs providentiels, créé de nouveaux fonds de fonds et jeté les bases d'une coopération avec des grandes entreprises.

Au total, le FEI a émis des garanties pour 500 millions d'EUR et engagé un montant identique pour le rehaussement de crédit. Les garanties accordées par le FEI aux intermédiaires financiers facilitent l'octroi de prêts et de crédits-bails aux PME grâce à l'utilisation d'instruments de partage des risques au titre de deux initiatives de l'UE : le **programme-cadre pour l'innovation et la compétitivité (CIP)** et l'initiative **JEREMIE (Joint European Resources for Micro-to-Medium Enterprises – Ressources européennes conjointes pour les microentreprises et les PME)**.

L'instrument européen de microfinancement **Progress**, cofinancé par la BEI et la Commission européenne et géré par le FEI, aide les microentreprises et d'autres particuliers qui éprouvent souvent des difficultés à accéder au système bancaire classique. Étant donné que neuf PME sur dix sont des microentreprises comptant moins de dix salariés, ce mécanisme soutient les travailleurs indépendants et aide les chômeurs à retrouver un emploi. En 2012, le FEI a porté le montant total de ses engagements au titre de ce programme à plus de 100 millions d'EUR, ce qui fait de lui le principal fournisseur de microcrédit dans l'UE. Il a également continué à fournir de l'assistance technique et un soutien financier par le biais du programme **JASMINE (Joint Action to Support Microfinance Institutions in Europe – Action conjointe à l'appui des institutions de microfinance en Europe)**.

L'instauration de partenariats avec les États membres et les institutions nationales de financement du développement figure au cœur de la mission du FEI en matière de développement stratégique et d'appui ciblé aux entreprises régionales. En 2012, le FEI a lancé quatre initiatives nouvelles représentant une capacité d'investissement de 420 millions d'EUR.

L'initiative **JEREMIE** soutient le développement économique dans certaines régions européennes où les PME rencontrent des difficultés particulières d'accès aux financements. Les autorités nationales et régionales peuvent utiliser JEREMIE pour déployer les ressources disponibles au titre du Fonds européen de développement régional. En 2012, le FEI a géré 14 fonds de participation – soit plus de 1,25 milliard d'EUR – dans 10 pays européens.



Le FEI aide les petites et très petites entreprises à se développer quel que soit leur domaine de spécialisation – biotechnologies, technologies laser ou encore artisanat. En 2012, il a donné une impulsion à l'esprit d'entreprise et à l'innovation en mobilisant un montant total de 12,3 milliards d'EUR grâce à des engagements de 2,6 milliards d'EUR.





Soutien à la cohésion économique et sociale

Les prêts en faveur des régions défavorisées économiquement concourent à renforcer le tissu économique et social de l'Union européenne. La BEI contribue à optimiser l'utilisation des fonds publics pour pallier des déficits de financement en période d'austérité. En 2012, elle a prêté plus de 15 milliards d'EUR à l'appui de projets qui favoriseront la croissance des régions de l'UE les moins avancées sur le plan économique.



La BEI a engagé un montant minimum de 20 milliards d'EUR dans un plan d'action conjoint de 30 milliards d'EUR destiné à favoriser la relance économique et la croissance en Europe centrale et sud-orientale. Dans ce cadre, elle fait porter son action plus spécifiquement sur les projets des petites entreprises, les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, l'innovation et la convergence.

La crise économique, qui a durement frappé les régions européennes défavorisées économiquement, a eu pour conséquence de creuser les disparités. La Banque prend actuellement des mesures ciblées pour remettre ces régions sur la voie d'une croissance durable. Cette priorité absorbe près d'un tiers du volume de prêt de la BEI dans l'UE. L'accent est mis principalement sur le financement des infrastructures de base nécessaires pour attirer les entreprises et créer des emplois. Par conséquent, les projets soutenus visent surtout l'amélioration de l'environnement urbain, la réalisation de réseaux trans-européens de nature à accélérer l'intégration des régions périphériques, l'assistance aux PME et la promotion de l'innovation et des compétences.

Un coup de pouce aux régions économiquement défavorisées

La politique régionale est l'expression de la solidarité de l'UE avec ses régions moins favorisées. Elle a pour but de réduire les importantes disparités économiques, sociales et territoriales qui existent entre les différentes régions européennes. La Commission européenne a pour tâche d'en définir les priorités et les régions bénéficiaires.

La Commission européenne dispose de près de 350 milliards d'EUR au titre des Fonds structurels et du Fonds de cohésion de l'UE – essentiellement sous



À Varsovie, les navetteurs profitent du confort et de l'efficacité accrus des nouveaux trains acquis avec le soutien de la BEI. La Banque finance la mise à niveau technique de matériel roulant et d'infrastructures ferroviaires.

la forme d'aides non remboursables – pour la mise en œuvre de la politique régionale entre 2007 et 2013. Ce montant est destiné à appuyer la croissance économique et la création d'emplois, par exemple en améliorant les liaisons de transport vers les régions isolées, en soutenant les PME dans les régions défavorisées, en investissant dans un environnement plus propre et en améliorant l'éducation et les compétences.

La BEI étant la banque de l'Union européenne, ses prêts complètent les financements apportés par la Commission européenne aux régions. Il n'y a pas une seule région de l'UE qui n'ait jamais bénéficié de prêts de la Banque.

Des produits taillés sur mesure pour l'utilisation des Fonds structurels

Les prêts-cadres financent des programmes d'investissement composés d'aménagements multiples dans un ou plusieurs secteurs et généralement mis en œuvre sur plusieurs années par une entité publique locale, régionale ou nationale. Ils servent surtout à appuyer des investissements dans les infrastructures liées aux énergies renouvelables et à l'efficacité éner-

gétique, aux transports et à la rénovation urbaine. En 2012, la BEI a accordé des prêts-cadres d'un montant total de 3,7 milliards d'EUR pour financer des investissements importants dans l'ensemble de l'UE.

Les Fonds structurels européens ont pour vocation de réduire les inégalités entre les régions au niveau des revenus, de la richesse et de l'égalité des chances, mais ils ne sont accordés que si les pouvoirs locaux sont en mesure d'engager d'abord leurs propres ressources. En période d'austérité, certains pouvoirs publics éprouvent des difficultés à financer leur propre contribution et diffèrent la réalisation d'investissements qui pourraient renforcer la croissance.

Un type particulier de prêt-cadre, le « prêt-programme structurel », s'est imposé comme un instrument de premier plan pendant la crise. Les prêts-programmes structurels de la BEI aident à combler ces lacunes en finançant une partie des contributions nationales à des investissements portant sur un large éventail de projets prioritaires qui bénéficient d'aides non remboursables des Fonds structurels de l'UE. Le préfinancement de ces contributions joue un rôle essentiel pour stabiliser les investissements et soutenir la croissance et l'emploi. De cette manière, la Banque aide également les régions



Les prêts accordés
aux pays durement
touchés par la crise
ont contribué à
assurer la continuité
de l'investissement
public.



concernées à tirer profit des fonds mis à disposition par l'UE. Les prêts-programmes structurels, qui se sont élevés à quelque 2,1 milliards d'EUR en 2012, ont permis la mise en œuvre d'investissements clés dans des pays tels que Chypre, le Portugal, la Hongrie et la Slovaquie.

Adaptation aux circonstances exceptionnelles

Les prêts accordés aux pays durement touchés par la crise ont contribué à assurer la continuité de l'investissement public. Dans ce domaine, la BEI a en effet joué un rôle de premier plan pour améliorer l'accès aux financements, limiter la pénurie de liquidités et proposer des conseils à l'appui de réformes structurelles.

En Grèce, le total des décaissements – c'est-à-dire les financements qui sont allés à l'économie réelle – a dépassé les 900 millions d'EUR en 2012. Dans ce pays, la BEI fait porter son action sur les infrastructures socio-économiques et sur les petites entreprises. En 2012, 705 millions d'EUR ont été engagés en faveur de projets relatifs à l'énergie et à l'éducation ainsi qu'en faveur de PME. Un fonds de garantie spécifique aux PME a été mis en place en cours d'année

dans le cadre des efforts particuliers déployés par le Groupe BEI pour débloquer des ressources et améliorer l'accès des petites entreprises locales aux financements. Ce fonds est une initiative conjointe de la Grèce, de la Commission européenne et de la BEI. Fondé sur l'utilisation de 500 millions d'EUR de ressources des Fonds structurels non absorbées par le pays, il garantira jusqu'à 1 milliard d'EUR de prêts accordés par la BEI à des PME via des banques partenaires. Les petites entreprises sont également des forces motrices pour les exportations de la Grèce. Afin de soutenir une relance économique tirée par les exportations, la BEI a mis au point, pour un montant de 500 millions d'EUR, de nouveaux produits de soutien au crédit commercial destinés aux PME.

Au Portugal, ce sont quelque 740 millions d'EUR au total qui ont été prêtés en 2012. La BEI a signé des prêts pour plus de 870 millions d'EUR, recourant à des techniques innovantes pour débloquer d'autres financements nationaux et européens. Par ailleurs, la Banque a consenti des efforts exceptionnels pour mettre en place, pour un montant pouvant aller jusqu'à 2,8 milliards d'EUR, une garantie publique de portefeuille qui permettra de réaliser de futures opérations pour un montant supplémentaire de 1 milliard d'EUR.

Plan d'action conjoint pour la croissance en Europe centrale et sud-orientale

La BEI joue un rôle central dans la mise en œuvre du plan d'action conjoint des institutions financières internationales qui vise à promouvoir la croissance en Europe centrale et sud-orientale, afin d'apporter une réponse directe aux conséquences persistantes du ralentissement économique dans le reste de l'Europe. Au lancement, en 2012, de ce plan mis au point avec le Groupe Banque mondiale et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), la Banque s'est engagée à apporter au minimum 20 milliards d'EUR sur les 30 milliards d'EUR de l'enveloppe prévue.

Ce soutien s'adresse aux secteurs prioritaires que sont notamment les PME, les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, l'innovation et la convergence. Des efforts particuliers seront déployés pour mobiliser des aides non remboursables de l'UE et des ressources privées et publiques et fournir des services de conseil ciblés à ces pays qui, tous, ont été durement frappés par la crise : Albanie, ancienne République yougoslave de Macédoine, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Estonie, Hongrie, Kosovo, Lettonie, Lituanie, Monténégro, Pologne, République tchèque, Roumanie, Serbie, Slovaquie et Slovénie.



En Irlande, les prêts décaissés en 2012 se montent à plus de 530 millions d'EUR. La BEI a soutenu en particulier des projets relatifs aux énergies renouvelables, aux infrastructures du secteur de l'eau et à l'éducation ainsi que des initiatives de petites entreprises. Les signatures de prêts pour 2012 se montent à plus de 500 millions d'EUR.

Assistance aux régions défavorisées

Outre des financements, la BEI apporte une assistance technique aux États membres les plus récents pour les aider à utiliser efficacement les Fonds structurels et le Fonds de cohésion. Avec la Commission européenne, elle a mis au point plusieurs instruments combinant ses financements avec des ressources budgétaires de l'UE.

L'un de ces instruments est JASPERS, l'outil d'assistance conjointe à la préparation de projets dans les

régions européennes. Il est cofinancé par la BEI (qui en assure la gestion), la Commission européenne, la BERD et la banque allemande de promotion du développement, KfW Bankengruppe. JASPERS fournit une assistance technique aux pays bénéficiaires des Fonds structurels de l'UE afin de les aider à améliorer la qualité des grands projets qui feront l'objet d'une demande d'aide non remboursable au titre des Fonds structurels et du Fonds de cohésion. Depuis sa création en 2006, JASPERS a soutenu 226 projets au total dans douze pays, ce qui représente près de 39 milliards d'EUR d'investissements, dont plus de 10 milliards d'EUR pour la seule année 2012.

Promotion de la coopération régionale transfrontières

La coopération avec les régions limitrophes peut être le meilleur moyen de résoudre les problèmes



JASPERS – Des services de conseil destinés aux nouveaux États membres pour des projets d'infrastructures

Assistance conjointe à la préparation de projets dans les régions européennes (BEI, Commission européenne, BERD et KfW Bankengruppe)

JESSICA – Soutien au développement urbain

Soutien européen conjoint à l'investissement durable en zone urbaine (BEI, Commission européenne et Banque de développement du Conseil de l'Europe)

JEREMIE – Des financements flexibles pour les PME

Ressources européennes conjointes pour les micro-entreprises et les PME (FEI et Commission européenne)

JASMINE – Des services de conseil spécialement adaptés aux institutions de microfinance

Action conjointe à l'appui des institutions de microfinance en Europe (FEI et Commission européenne)

de certaines régions. C'est ce que la Commission européenne appelle la coopération territoriale européenne. Les Fonds structurels de l'UE encouragent une coopération étroite entre régions autour de questions d'intérêt commun. La BEI appuie également des initiatives régionales qui réunissent des États membres de l'Union et des pays partenaires.

Dans la région de la Baltique, la Banque soutient des projets couvrant plusieurs pays : Allemagne (cinq Länder sont concernés : Berlin, Brandebourg, Hambourg, Mecklembourg-Poméranie occidentale et Schleswig-Holstein), Danemark, Estonie, Finlande, Lettonie, Lituanie, Pologne, Suède et enfin Islande, Norvège et Russie. L'objectif est d'assurer la viabilité environnementale de la région ainsi que sa compétitivité et son accessibilité et de promouvoir la prévention des risques. En 2012, la BEI a prêté 7,7 milliards d'EUR en faveur de quelque 64 projets pour appuyer cette initiative en faveur de la région de la Baltique.



La stratégie pour la région du Danube est axée sur le soutien d'objectifs communs à une série de pays : Allemagne (Bade-Wurtemberg et Bavière), Autriche, Bulgarie, Hongrie, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovénie et Bosnie-Herzégovine, Croatie, Monténégro, Serbie et Ukraine. En 2012, la BEI a soutenu, dans la région du Danube, quelque 83 opérations pour un volume total de prêts de 7,5 milliards d'EUR.



Préservation de l'environnement par le financement de l'action pour le climat

La BEI est l'un des premiers bailleurs de fonds de l'action en faveur du climat : pour la seule année 2012, elle a prêté à ce titre plus de 13 milliards d'EUR. La Banque contribue à la réalisation de l'objectif, poursuivi par l'Union européenne tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de ses frontières, d'une croissance à faible intensité de carbone et à l'épreuve des changements climatiques. En tant que principal acteur du financement de technologies innovantes et propres, la BEI s'emploie à jouer un rôle de catalyseur d'investissements.



La Banque soutient résolument l'objectif de l'UE visant à rendre l'économie européenne beaucoup plus verte d'ici à 2050 en allant au-delà des objectifs pour 2020, qui consistent à réduire de 20 % les émissions de gaz à effet de serre, à produire 20 % de l'énergie à partir de sources renouvelables et à réduire la consommation énergétique de 20 %. Mettre en place une économie sobre en carbone à l'échelle de la planète est à l'évidence l'un des plus grands défis de notre temps.

Instaurer une société à faible intensité de carbone impliquera de concevoir des technologies de pointe et permettra de créer des emplois verts. Selon la Commission européenne, ce sont jusqu'à un million et demi d'emplois supplémentaires qui pourraient voir le jour d'ici à 2020. Cela aura encore d'autres avantages, comme de réduire la dépendance de l'Europe vis-à-vis de l'énergie importée, de diminuer la facture énergétique, de réduire la pollution atmosphérique et d'accroître la mobilité. Cette transition vers une économie plus économe en ressources et plus intelligente est vitale pour l'Europe si elle veut préserver sa compétitivité.

Les changements climatiques aussi exigent que nos sociétés s'adaptent. À cet égard, la BEI fournit des services de conseil et des financements qui ont toute leur importance pour assurer la viabilité à long terme de projets contribuant à la résistance aux changements climatiques.

La BEI soutient des initiatives innovantes en faveur du climat principalement par les prêts qu'elle accorde dans des secteurs tels que les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, les transports durables, l'eau, la gestion des crues et la foresterie. La Banque intègre les enjeux liés au climat dans toutes ses opérations, par exemple en insistant sur le recours aux meilleures technologies disponibles. Des instruments financiers innovants pouvant porter des risques plus élevés ont également été mis au point, souvent en collaboration avec la Commission européenne, mais aussi avec des organisations internationales. Un bon exemple en est l'initiative « Une

énergie durable pour tous » lancée en 2012 avec les Nations unies.

Une empreinte carbone réduite

Afin de mieux cerner ses résultats en matière d'émissions et de réductions d'émissions, la BEI a mis en place en 2009 une initiative pilote sur trois ans destinée à mesurer l'empreinte carbone des projets qu'elle finance dans l'ensemble des secteurs. En 2012, elle a finalisé ces travaux et analysé les données carbone de l'année : 71 projets ont été retenus, représentant un investissement total de 55 milliards d'EUR, dont 21 % financés par la Banque. On estime que ces investissements de la BEI émettent quelque 7,5 millions de tonnes d'équivalent CO₂ par an. Les réductions d'émissions liées à ces investissements sont globalement évaluées à 2,1 millions de tonnes d'équivalent CO₂ par an.

Des moyens financiers pour réduire les émissions

Les financements accordés par la BEI à l'appui des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique contribuent directement à la réduction des émissions de gaz à effet de serre. En 2012, la Banque a prêté 4,4 milliards d'EUR pour soutenir la réalisation de cet objectif.

La BEI est le premier bailleur de fonds de l'énergie éolienne dans l'Union européenne. Ces dernières années, elle a particulièrement intensifié son soutien financier aux parcs éoliens terrestres et marins. Pour la seule année 2012, la Banque a accordé 1,4 milliard d'EUR de prêts pour financer dix projets de parc éolien. Par définition, les projets éoliens sont des investissements importants, de long terme et exigeants sur le plan technique : la BEI est donc un partenaire naturel du secteur, non seulement en raison de son financement, mais aussi de l'expertise technique qu'elle

peut apporter. Pour les mêmes raisons, la Banque finance des projets de production d'énergie solaire, qu'il s'agisse de centrales solaires à concentration ou de centrales photovoltaïques. En 2012, neuf projets solaires ont été signés pour un montant total de prêts de 425 millions d'EUR. Avec chaque projet, l'efficacité et le caractère innovant de la technologie s'accroissent.

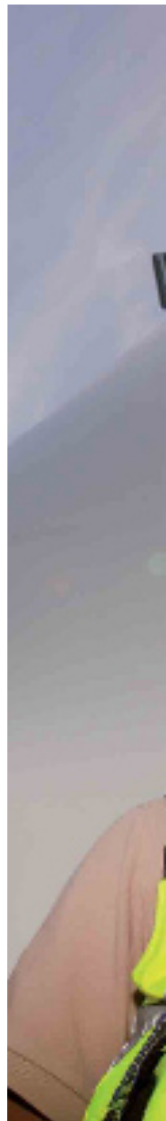
La Banque intègre le paramètre de l'efficacité énergétique dans tous les projets qu'elle finance. Les investissements spécifiquement axés sur cette question devraient avoir des effets encore plus positifs. Dans ce secteur, la BEI intervient tant du côté de l'offre (projets de production combinée de chaleur et d'électricité ou de chauffage urbain) que de celui de la demande (isolation de bâtiments publics et privés, essentiellement).

Une meilleure résistance aux phénomènes climatiques

L'adaptation préventive aux conséquences du dérèglement climatique s'avère plus efficace et moins coûteuse que l'action d'urgence précipitée. Ce paramètre de la résistance aux phénomènes climatiques est lui aussi intégré dans tous les projets que la BEI finance. Des projets spécifiquement destinés à accroître la résistance aux changements climatiques et à améliorer l'adaptation à l'évolution des conditions météorologiques ont bénéficié en 2012 de près de 1 milliard d'EUR de financements.

Bon nombre des opérations financées par la BEI dans le secteur de la foresterie concernent des mesures d'adaptation. Créer des zones de boisement peut contribuer à prévenir l'érosion des sols et réduire les risques d'inondation, sans compter les avantages que cela présente pour la biodiversité, la fertilité des sols et la gestion des bassins hydrographiques. Les zones boisées font en outre office de puits de carbone et contribuent ainsi à réguler le climat de la planète. Dans ce domaine, la BEI opère essentiellement dans l'UE, mais aussi dans les pays en développement, en étroite collaboration avec la Commission européenne et les institutions financières internationales.

La fréquence accrue de phénomènes climatiques extrêmes, qui donnent lieu à des catastrophes naturelles liées à l'eau, comme des sécheresses et des inondations, a de graves effets néfastes sur la disponibilité et la qualité des ressources en eau douce. La BEI est la plus importante source de financement par prêts du secteur de l'eau au monde. Outre l'adaptation aux effets des changements climatiques, elle attache une grande importance à la gestion intégrée des ressources en eau. En Afrique du Sud, par exemple, elle a soutenu le renforcement du système d'approvisionnement en eau de la ville de Durban et de localités de la côte nord, accordant trois prêts pour financer la construction d'un barrage et de réseaux d'adduction et de distribution de l'eau pour répondre aux besoins de 5,5 millions de personnes d'ici à 2025.



La BEI soutient des initiatives innovantes en faveur du climat principalement par les prêts qu'elle accorde dans des secteurs tels que les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, les transports durables, l'eau, la gestion des crues et la foresterie.





Des fonds et des initiatives spécialisés

La BEI a la responsabilité spéciale de contribuer au financement de projets relevant de l'action pour le climat dans une période d'austérité budgétaire. Jouant un rôle de catalyseur d'investissements en faveur du climat, elle collabore avec le secteur public et le secteur privé à un certain nombre d'initiatives destinées à mobiliser des ressources. La BEI a également créé des fonds de capital-investissement et des fonds carbone afin de compléter le financement de projets dans le domaine des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique. Elle intervient en amont auprès des promoteurs, auxquels elle propose une assistance technique pour l'élaboration des projets. Dans le même temps, elle participe, en tant que gestionnaire ou cobailleur de fonds, à plusieurs autres initiatives concernant l'énergie et la lutte contre les changements climatiques.

Ainsi, le fonds **Marguerite** (ou **fonds européen 2020 pour l'énergie, le climat et les infrastructures**) a été conçu pour stimuler l'investissement dans les infrastructures afin de mettre en œuvre les politiques de l'UE en faveur du climat, de la sûreté de l'approvisionnement énergétique et des réseaux transeuropéens.

Le fonds **Green for Growth** finance des opérations de prêt, d'apport de fonds propres et d'assistance technique pour des projets réalisés en Europe du Sud-Est dans les domaines de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables.

L'initiative intitulée **Une énergie durable pour tous** (SE4ALL) vise à garantir à chaque habitant de la planète l'accès à des services énergétiques modernes et à doubler, d'ici à 2030, non seulement le taux global d'amélioration de l'efficacité énergétique, mais aussi la part des énergies renouvelables dans le bouquet énergétique global.

L'initiative **RNE 300** est le plus important programme mondial de financement de projets de démonstration axés sur le captage et le stockage du carbone ainsi que de technologies innovantes liées aux énergies renouvelables.

L'**Althelia Climate Fund** est une initiative tout à fait innovante mise en place en 2012 pour promouvoir l'utilisation durable des terres et la conservation de la forêt primaire.

En émettant des **obligations climatiquement responsables**, la BEI lève des fonds grâce auxquels elle accorde des prêts de nature à favoriser les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Depuis 2007, elle a ainsi émis 1,7 milliard d'EUR de ces obligations climatiquement responsables. Pour la seule année 2012, ce type d'obligations a permis d'emprunter la contre-valeur de 350 millions d'EUR.

Des ressources pour aider les villes à passer au vert



Dans le cadre de son action en faveur des villes durables, la BEI a soutenu en 2012 le projet d'extension de deux à quatre lignes du réseau de tramway de Montpellier.

L'un des principaux objectifs de l'action de la BEI dans les zones urbaines consiste à « verdir » les villes et à les rendre durables. Des transports publics respectueux de l'environnement sont essentiels au développement durable des villes. En 2012, la BEI a accordé plus de 8 milliards d'EUR de prêts pour favoriser l'édification de villes durables.

Les trois quarts des Européens vivent dans des zones urbaines qui génèrent environ 85 % du PIB de l'UE. Les zones métropolitaines sont des centres d'innovation et de croissance économique et elles concentrent l'essentiel des emplois, des entreprises et des structures d'enseignement supérieur. Mais elles sont également le creuset de problèmes majeurs de cohésion sociale et de durabilité environnementale. Les villes sont à l'origine de 80 % de la consommation d'énergie de l'Europe et de 80 % de ses émissions de gaz à effet de serre. Elles doivent donc également apporter des réponses à certains des

grands enjeux de notre temps, comme la pollution et les émissions, et faire en sorte que les infrastructures suivent le rythme du développement urbain.

L'aménagement des villes durables

Les prêts de la BEI en faveur des villes sont axés sur des projets de rénovation et de revitalisation urbaines qui contribuent à façonner des collectivités durables en améliorant la situation dans les zones les plus défavorisées. La Banque cherche à rationaliser l'utilisation de ressources foncières rares, à soutenir les investissements des collectivités locales dans la mise à niveau des équipements publics et à protéger le patrimoine culturel. En 2012, elle a ainsi prêté environ 2,4 milliards d'EUR pour des projets d'aménagement et de revitalisation urbains ainsi que pour des équipements de soins de santé.

Le Mécanisme européen d'assistance technique pour les projets énergétiques locaux (ELENA) est une initiative mise au point conjointement par la BEI et la Commission européenne pour aider les collectivités locales et régionales à élaborer des projets relatifs à l'efficacité énergétique et aux énergies renouvelables afin d'améliorer leurs chances d'attirer des



Ces cinq dernières années,
la BEI a contribué au
financement de :

- 32 lignes de métro
- 4 projets ferroviaires urbains
- 48 lignes de tramway
- 48 projets ferroviaires et
- 27 projets de lignes
ferroviaires à grande vitesse.

Environ **25 millions**
de personnes dans l'UE
empruntent chaque jour un
mode de transport public
financé par la BEI.



Paris est la première ville d'Europe à mettre
en place à grande échelle des infrastructures
en accès libre pour les véhicules électriques.

La BEI prête 75 millions d'EUR pour aider la
capitale française à passer au vert.

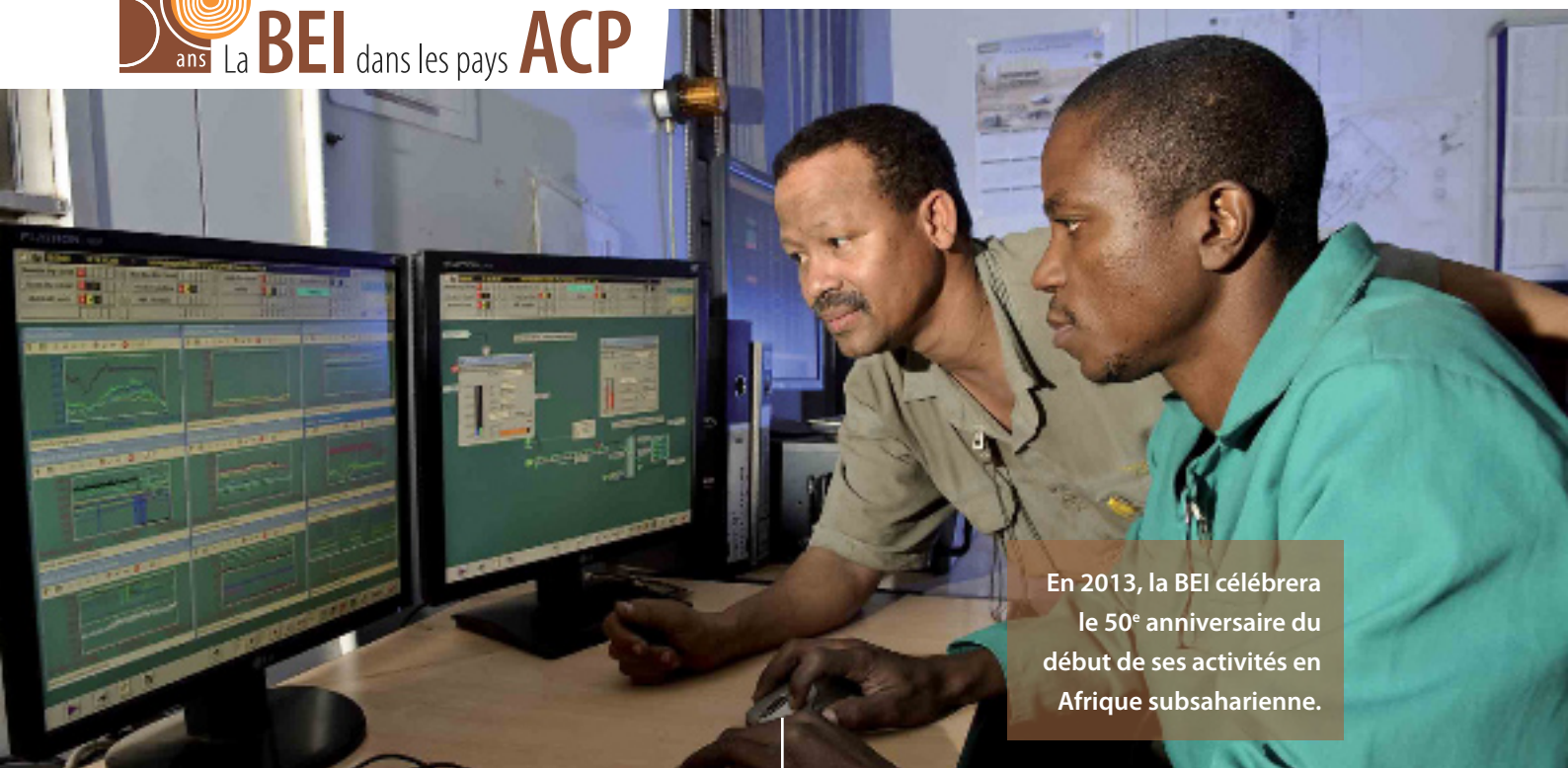
financements extérieurs. ELENA couvre une partie du coût de l'assistance technique nécessaire pour concevoir, mettre en œuvre et financer les programmes d'investissement. En 2012, les financements d'opérations d'assistance technique au titre d'ELENA se sont élevés à 12 millions d'EUR, ce qui porte à 37 millions d'EUR le total des montants engagés à ce titre.

Promotion de modes de transport durables

Les projets que la BEI soutient dans le domaine des transports durables concernent la construction, l'extension et la réfection d'infrastructures de transports publics, mais aussi la réalisation de voies réservées aux cyclistes et aux piétons et l'électromobilité. La Banque encourage également le développement de véhicules plus propres et plus sûrs en appuyant les activités de recherche-développement destinées à la mise au point de solutions d'efficacité énergétique et de réductions d'émissions. Ses prêts vont à des projets qui contribuent à améliorer la qualité de l'air, à réduire la pollution sonore, à renforcer la sûreté de l'approvisionnement en énergie, à accroître l'efficacité énergétique et à limiter les émissions de gaz à effet de serre.

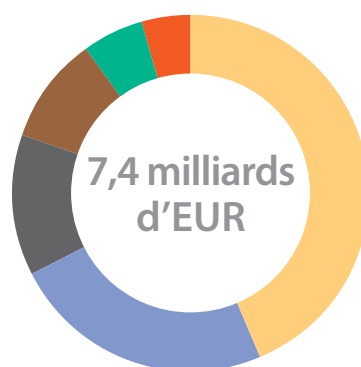
JESSICA, un instrument pour les villes

JESSICA (Soutien européen conjoint à l'investissement durable dans les zones urbaines) est une initiative conjointe de la Commission européenne, de la BEI et de la Banque de développement du Conseil de l'Europe. Elle facilite l'affectation de Fonds structurels de l'UE et permet l'utilisation de ces ressources pour le financement de projets urbains générateurs de recettes par l'intermédiaire de fonds d'aménagement urbain. La BEI conseille les bénéficiaires sur la meilleure façon de déployer les ressources et propose son soutien pour la gestion des fonds. Au 31 décembre 2012, 75 études d'évaluation JESSICA avaient été commandées et 18 fonds de participation signés pour un montant total de 1,7 milliard d'EUR couvrant 54 régions. Le nombre de fonds d'aménagement urbain a augmenté pour passer à 37 à la fin de 2012, avec un volume total de l'ordre de 1,4 milliard d'EUR.



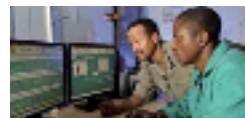
En 2013, la BEI célébrera le 50^e anniversaire du début de ses activités en Afrique subsaharienne.

Les activités de la BEI dans le monde visent à concrétiser les objectifs de la politique étrangère de l'UE. Par les projets qu'elle finance, la Banque contribue à favoriser la croissance et la création d'emplois au-delà des frontières de l'Union. En tant que banque de l'UE, la BEI est le partenaire naturel de la Commission européenne et du Service européen d'action extérieure pour financer des projets à l'appui des grands objectifs de l'Union hors de ses frontières. En 2012, les prêts de la BEI à l'extérieur de l'UE ont atteint quelque 7,4 milliards d'EUR.



Ventilation des prêts hors UE par zone géographique

- Pays de l'élargissement
- Pays méditerranéens
- Pays voisins orientaux
- Pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique
- Asie
- Amérique latine



Promotion d'une croissance durable au-delà des frontières de l'UE

La majeure partie des opérations de financement de la Banque hors de l'UE sont assorties d'une garantie du budget européen telle que prévue par les mandats extérieurs confiés à la BEI pour différentes régions du monde : pays préadhésion, pays voisins du Sud et de l'Est, pays partenaires d'Asie et d'Amérique latine et Afrique du Sud. Les mandats régissant les activités de la BEI dans ces pays courent jusqu'en 2013. La garantie couvre un total de 29 milliards d'EUR pour la période 2007-2013. Ce montant comprend 2 milliards d'EUR réservés à l'action pour le climat ainsi qu'une assistance aux pays du sud de la Méditerranée pour soutenir des réformes politiques dans le sillage du printemps arabe. Les mandats pour la période 2014-2020 seront examinés en 2013 par la Commission européenne, le Parlement européen et le Conseil. Grâce à la garantie du budget de l'UE, la BEI peut exercer, dans de bonnes conditions d'efficacité par rapport aux coûts encourus, un effet de levier d'ampleur modulable sur les ressources de l'Union et, partant, accroître l'impact de la politique extérieure.

Dans toutes les régions concernées, la BEI appuie des projets qui favorisent la croissance et la création d'emplois. À cet effet, elle accorde des financements et propose une assistance technique pour des projets qui concourent au développement du secteur privé local, à la mise en place d'infrastructures socio-économiques et à la lutte contre les changements climatiques.

Le mandat de prêt pour les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et pour les pays et territoires d'outre-mer (PTOM) s'inscrit dans le cadre de l'Accord de Cotonou, qui définit les relations de l'UE avec ses pays partenaires dans ces régions. L'Accord

de Cotonou a été renouvelé pour la dernière fois en 2010. Les financements accordés à ce titre proviennent des ressources budgétaires des États membres de l'UE, via le Fonds européen de développement, ainsi que des ressources propres de la BEI.

En tant que banque de l'UE, la BEI est le partenaire naturel de la Commission européenne et du Service européen d'action extérieure pour financer des projets à l'appui des grands objectifs de l'Union hors de ses frontières. Les projets financés par la Banque donnent des résultats concrets et améliorent le quotidien des populations.

Financements et expertise pour les pays candidats

L'octroi de prêts aux pays préadhésion est un instrument important pour les aider à progresser sur le chemin de l'adhésion à l'UE. L'élargissement de l'Union requiert des investissements permettant à ces pays de s'adapter aux normes et au modèle socio-économique européens. En 2012, les prêts accordés à des pays souhaitant adhérer à l'UE se sont élevés à 3,1 milliards d'EUR. Les financements octroyés à la Croatie, qui entrera dans l'UE en juillet 2013, ont atteint 300 millions d'EUR.

En 2012, le Cadre d'investissement en faveur des Balkans occidentaux (WBIF) a soutenu les petites et moyennes entreprises, les initiatives en faveur du climat et d'autres priorités. Cette initiative, mise sur pied conjointement par la Commission européenne,



La BEI soutient le premier grand projet solaire en Afrique du Nord par un engagement financier de 300 millions d'EUR. Le complexe solaire de Ouarzazate au Maroc produira de l'électricité pour plus d'un demi-million de personnes.

la BEI, la BERD et la Banque de développement du Conseil de l'Europe en 2009, vise à regrouper des aides non remboursables afin d'exercer un effet de levier sur des prêts pour le financement d'infrastructures prioritaires dans les Balkans occidentaux. Au 31 décembre 2012, 279 millions d'EUR d'aides non remboursables avaient ainsi été accordés à plus de 138 projets, qui ont à leur tour mobilisé auprès d'institutions financières internationales plus de 7,7 milliards d'EUR de prêts, dont 2,3 milliards d'EUR sont signés.

Appui aux pays voisins de l'est et du sud de l'UE

Assurer une croissance durable et créer des emplois dans les pays du sud de la Méditerranée (Algérie, Égypte, Gaza-Cisjordanie, Israël, Jordanie, Liban, Maroc, Tunisie et bien-tôt Libye) est l'une des priorités absolues de la Banque, qui est déjà le premier bailleur de fonds public de la région et qui joue un rôle important dans le Partenariat de Deauville créé pour soutenir la transition démocratique

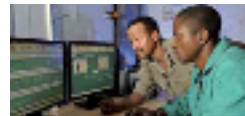
et économique à l'issue du printemps arabe. En 2012, la BEI a signé des prêts pour un montant de près de 1,7 milliard d'EUR pour favoriser le développement du secteur privé et accélérer des projets d'infrastructures dans les pays méditerranéens.

Tout au long de 2012, les opérations de prêt et d'assistance technique de la BEI à la Syrie sont restées suspendues, en raison de la décision de l'UE d'imposer des sanctions au régime.

Dans les pays du voisinage oriental (Ukraine, Moldavie, Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan et Russie), la BEI a accordé en 2012 plus de 900 millions d'EUR de prêts qui lui ont permis de soutenir en particulier l'accès aux financements des petites entreprises, mais aussi des projets d'infrastructures stratégiques. Dans le cadre du Mécanisme en faveur des partenaires orientaux, la Banque contribue, par les ressources supplémentaires qu'elle apporte sous la forme de prêts, à appuyer les investissements de l'UE dans la région, en particulier ceux d'entreprises européennes.

Établissement de partenariats

L'établissement de partenariats est une caractéristique importante des activités de la Banque, en



Dans le cadre du projet Kampala Water, la BEI a travaillé avec ses partenaires de l'Initiative de délégation réciproque afin d'améliorer le traitement des eaux usées et la distribution d'eau potable pour les 2 millions et demi d'habitants de la capitale ougandaise, ainsi que pour donner accès à une eau potable propre et sûre à 400 000 autres personnes.



particulier à l'extérieur de l'Union européenne. Les aides non remboursables de l'UE sont de plus en plus souvent combinées à des prêts de la BEI afin d'obtenir de meilleurs résultats. La Banque participe par ailleurs activement à la Plateforme européenne pour la coopération extérieure et le développement qui a été établie pour renforcer l'incidence des activités de coopération extérieure de l'Union. L'objectif est d'exercer un effet de levier sur des ressources financières limitées au bénéfice des pays partenaires et d'améliorer l'efficacité de l'aide au développement.

La BEI et la BERD collaborent régulièrement pour apporter un appui financier conjoint à des projets dans les pays du voisinage oriental. Cette coopération est en voie d'extension à des opérations sur la rive sud de la Méditerranée. En 2012, la BEI a également signé un protocole d'accord avec le Service européen d'action extérieure, la Commission européenne et la BERD au sujet des projets qui relèvent du Partenariat UE-Russie pour la modernisation, intensifiant ainsi la coopération dans cette région.

La BEI travaille aussi étroitement avec l'Agence française de développement et la banque publique allemande, Kreditanstalt für Wiederaufbau, dans le cadre de l'Initiative de délégation réciproque qui permet à l'une des institutions participantes d'assumer le rôle de chef de file pour chaque projet cofinancé. Pour le promoteur du projet, cela permet de simplifier les

procédures administratives et de réduire les coûts de transaction. La phase pilote de cette initiative a été menée à bon terme en 2012, 14 projets ayant été cofinancés en Afrique subsaharienne, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, et des lignes directrices opérationnelles ont été signées au début de 2013. L'Initiative de délégation réciproque renforce l'efficacité des financements à l'appui des politiques européennes et confère une plus grande visibilité aux investissements de l'UE.

Des résultats mesurés pour mieux cibler l'impact de l'activité

S'agissant de son action à l'extérieur de l'UE, la BEI s'oriente vers une communication d'informations davantage axée sur l'impact de ses opérations et vers un renforcement de leur suivi. En 2012, elle a lancé la phase pilote de la mise en œuvre de son nouveau cadre de mesure des résultats, qui évalue et mesure l'impact des opérations sur le développement sur la base d'indicateurs standard. Ce cadre mesure les effets sur l'emploi et l'impact budgétaire des projets financés, outre leur incidence en matière d'efficacité énergétique, d'empreinte carbone, de mesures de protection environnementale et sociale ainsi que, pour les projets relevant du secteur privé, les répercussions sur la gouvernance d'entreprise.

Un partenaire financier solide

Depuis plus de 50 ans, la BEI est un partenaire financier solide œuvrant à la concrétisation des objectifs de l'UE. En temps de crise, elle est une source de stabilité. En 2012, les actionnaires de la BEI ont décidé d'augmenter son capital afin de lui permettre de prêter davantage pour créer des emplois et contribuer à la croissance économique en Europe.

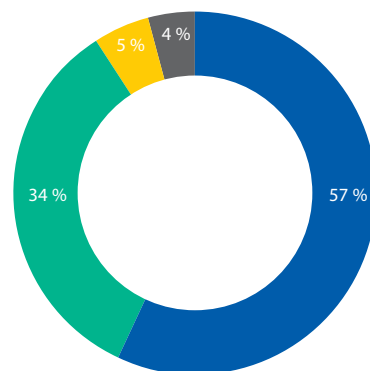
La BEI est dotée de l'autonomie financière. Ses actionnaires sont les 27 États membres de l'Union européenne, qui souscrivent son capital. La participation de chaque État membre au capital de la BEI est fonction de son poids économique au moment de son adhésion à l'UE. En 2012, les actionnaires de la Banque ont pris la décision historique de quasiment doubler son capital versé en l'augmentant de 10 milliards d'EUR. Grâce à cela, la BEI pourra prêter jusqu'à 60 milliards d'EUR de plus sur une période de trois ans dans l'ensemble de l'UE à l'appui de projets économiquement viables. Elle portera le total de ses prêts à quelque 200 milliards d'EUR sur la période 2013-2015 et mettra ainsi en œuvre le volet « investissement » de la réponse coordonnée apportée par l'UE à la crise.

La solidité financière de la BEI repose sur la qualité de ses actifs, sa bonne gouvernance, sa gestion des

risques prudente, sa rentabilité durable et sa forte position de liquidité. Ce sont ces facteurs combinés qui font que la Banque continue de bénéficier d'une note de crédit excellente.

Les comptes au 31 décembre 2012, soit avant l'injection de capital prévue, font apparaître une hausse non négligeable du ratio d'adéquation du capital (rapport entre le capital de la Banque et son actif), qui s'établit à 23 %. La qualité de l'actif est restée très satisfaisante, la proportion de prêts dépréciés dans l'ensemble du portefeuille de prêts étant quasiment nulle (0,3 %) en fin d'exercice. L'excédent annuel net atteint 2,7 milliards d'EUR, un chiffre qui reflète le niveau record des prêts de ces dernières années.





Ventilation des émissions obligataires de la BEI par zone géographique

- Europe
- Asie
- Moyen-Orient et Afrique
- Continent américain

Le premier emprunteur supranational au monde

La BEI est le plus grand emprunteur et prêteur multilatéral au monde. En 2012, elle a levé 71 milliards d'EUR sur les marchés internationaux des capitaux.

Grâce à sa solidité financière, la Banque est en mesure d'emprunter à des taux très avantageux. Les bénéficiaires de ses prêts tirent parti des bonnes conditions d'emprunt qu'elle obtient, et ce d'autant plus qu'elle ne poursuit pas de but lucratif. Malgré l'instabilité des marchés, qui ont pâti du contexte économique défavorable prévalant dans la majeure partie de l'Europe, la BEI a emprunté en 2012 71,3 milliards d'EUR sur les marchés internationaux des capitaux, y compris quelques opérations de collecte anticipée pour 2013.



La gouvernance de la BEI

Les organes statutaires de la BEI

Le **Conseil des gouverneurs** réunit les ministres désignés par chacun des 27 États membres, généralement les ministres des finances.

Le Conseil des gouverneurs définit les orientations de la politique de crédit, approuve les comptes et le bilan annuels et décide de la participation de la Banque à des opérations de financement à l'extérieur de l'Union ainsi que des augmentations de capital. Par ailleurs, il nomme les membres du Conseil d'administration, du Comité de direction et du Comité de vérification. Le Conseil des gouverneurs se réunit une fois par an.

Depuis le 1^{er} janvier 2012, Werner Hoyer est le président de la BEI. C'est le septième président depuis la création de la Banque en 1958. M. Hoyer était auparavant ministre d'État chargé de la politique européenne au ministère des affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne. Il a également été membre du Parlement allemand.

Le **Conseil d'administration** a compétence exclusive pour décider de l'octroi de financements, en particulier sous la forme de prêts et de garanties, ainsi que de l'émission des emprunts.

Il s'assure de la bonne administration de la Banque et de la conformité de sa gestion avec ses statuts et avec les dispositions des traités ainsi qu'avec les directives générales fixées par le Conseil des gouverneurs. Nommés pour un mandat renouvelable de cinq ans, les membres du Conseil d'administration ne sont responsables que devant la Banque.

Le Conseil d'administration se compose de 28 administrateurs, à raison d'un administrateur désigné par chacun des États membres et par la Commission européenne. Le nombre d'administrateurs suppléants est de 18, ce qui implique des regroupements d'États pour ces fonctions. Par ailleurs, afin d'élargir l'expertise professionnelle disponible au Conseil d'administration dans certains domaines, ce dernier peut coopter six experts (trois titulaires et trois suppléants) qui siègent à titre consultatif, sans droit de vote. Sauf disposition contraire stipulée dans les statuts,



La BEI est l'unique banque publique appartenant exclusivement aux 27 États membres de l'Union européenne. En tant que membre de la famille des institutions européennes, la BEI est mise à contribution pour favoriser la croissance et la création d'emplois dans l'Union et ses activités sont entièrement axées sur la réalisation des grands objectifs de l'UE.

les décisions sont prises à une majorité constituée d'au moins un tiers des membres ayant droit de vote et représentant au moins 50 % du capital souscrit. Le Conseil d'administration se réunit dix fois par an.

Le **Comité de direction** est l'organe exécutif collégial et permanent de la Banque. Ses neuf membres travaillent sous l'autorité du président et la supervision du Conseil d'administration.

Le Comité de direction assure la gestion des affaires courantes de la Banque et prépare les décisions du Conseil d'administration, dont il veille ensuite à l'exécution. Ses membres sont nommés pour un mandat renouvelable de six ans et ne sont responsables que devant la Banque. Le Comité de direction se réunit une fois par semaine, sous la direction du président. Aux termes des statuts de la BEI, le président de la Banque est également président de son Conseil d'administration. Les quatre plus

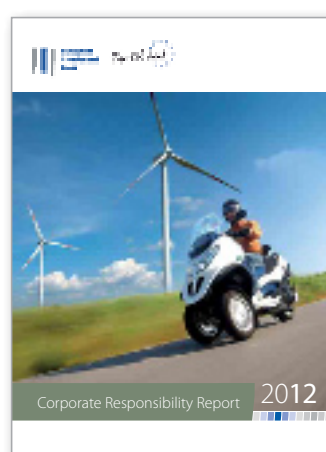
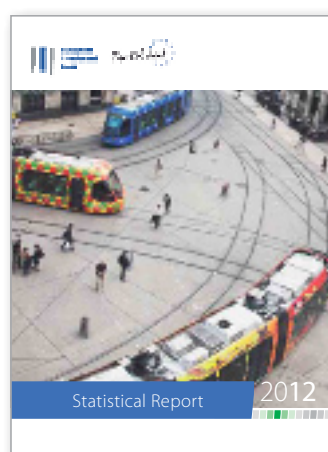
grands actionnaires de la Banque, à savoir la France, l'Allemagne, l'Italie et le Royaume-Uni, siègent en permanence au Comité de direction.

Le **Comité de vérification** est un organe indépendant, directement responsable devant le Conseil des gouverneurs, chargé d'auditer les comptes de la Banque et de vérifier que ses activités sont conformes aux meilleures pratiques bancaires. Il est composé de six membres nommés pour un mandat non renouvelable de six exercices consécutifs.

Le Comité de vérification est chargé de s'assurer de la régularité des opérations et de la tenue des livres de la Banque. Il émet une déclaration sur les états financiers lors de l'approbation de ces derniers par le Conseil d'administration. Les résultats de ses travaux au cours de l'exercice précédent sont communiqués au Conseil des gouverneurs conjointement avec le rapport annuel du Conseil d'administration.

De gauche à droite, les membres du Comité de direction : Simon Brooks, Anton Rop, Mihai Tănăsescu, Pim van Ballekom, Wilhelm Molterer, Magdalena Álvarez Arza, Dario Scannapieco, Philippe de Fontaine Vive et Werner Hoyer.





La BEI remercie les promoteurs et fournisseurs suivants pour les prises de vues illustrant ce rapport :

© Sandvik, © CERN, AWS, MicroStart, Communauté d'Agglomération de Montpellier, © Port of Rotterdam, Conseil régional de Bretagne, © Caroline Ablain, © Walney windfarm, © Autolib – Pascal Anziani, © EirGrid, Demis Sport, Itsa Bagel, Vigrad, Millennium Bcp, © Warszawska Kolej Dojazdowa, © EDPR Margonin Windfarms, © Metro do Porto S.A., © JASPERS, © Moma Titanium, © KfW.

Mise en page : EIB GraphicTeam.



Sources mixtes
 De papier et produits bois de forêts
 bien gérées, de sources contrôlées
 et de fibres recyclées
 Cert. no. IT4400-104179
 www.fsc.org
 © 1996 Forest Stewardship Council

Imprimé par l'imprimerie Jouve sur papier MagnaSatin, avec des encres à base d'huiles végétales. Le papier utilisé, certifié conformément aux règles du Forest Stewardship Council (FSC), est composé à 100 % de fibres vierges (dont au moins 50 % issues de bois provenant de forêts bien gérées).

Le Groupe BEI est constitué de la
Banque européenne d'investissement et
du Fonds européen d'investissement.

Banque européenne d'investissement

98-100, boulevard Konrad Adenauer
L-2950 Luxembourg

☎ (+352) 43 79 – 1

☎ (+352) 43 77 04

www.bei.org – info@bei.org

Fonds européen d'investissement

15, avenue John Fitzgerald Kennedy
L-2968 Luxembourg

☎ (+352) 24 85 – 1

☎ (+352) 24 85 – 81301

www.eif.org – info@eif.org



www.bei.org